Appel conjoint Non au « mur de la honte » à Calais !

samedi 4 octobre 2014

Douze ans après la fermeture du hangar de Sangatte, la France va-t-elle avoir son Ceuta et Melilla à Calais ? Le nombre croissant de migrants, présents depuis plusieurs mois dans le Calaisis, conduit nos gouvernants à franchir une étape dangereuse pour les libertés et le respect des droits des migrants.

La légitimité de la présence des migrants est incontestable. Les pays dont ils proviennent - Afghanistan, Erythrée, Irak, Libye, Soudan, Syrie, notamment - en témoignent. Ils fuient la guerre, la répression, la dictature et l'arbitraire à la recherche d'une protection en Europe. Contrairement à ce qui est répété inlassablement, y compris au sommet de l'Etat, il ne s'agit nullement d'une « invasion ». Les conditions de survie indignes qui leur sont imposées en France sont intolérables. Malgré la solidarité des associations locales et la générosité des calaisiens, ils subissent l'abandon des pouvoirs publics qui proposent, à la marge, des solutions insuffisantes et n'assument pas leur responsabilité. Des moyens puissants doivent être déployés immédiatement pour secourir ces réfugiés qui se sont tournés vers nous. Faut-il attendre les premiers morts de froid dans les jungles de Calais pour déclencher enfin une réelle prise de conscience ?

Une nouvelle escalade dans l'aveuglement est en marche avec la construction d'un mur et le déploiement d'un dispositif sécuritaire de grande envergure à Calais, véritable appareil de guerre contre les migrants, entre la France et le Royaume-Uni. Nous, migrants et organisations de la société civile qui travaillons côte à côte depuis des années, refusons une telle dérive et demandons à nos concitoyens de s'y opposer fermement et massivement.

Depuis des décennies, les contrôles renforcés aux frontières, les dispositifs de surveillance, d'intimidation et de contention, les mesures de déportation des migrants ont totalement échoué, ont coûté très cher et ont surtout provoqué des milliers de morts. Le mur en construction à Calais n'est qu'une nouvelle et triste illustration de cette réponse sécuritaire. Est-ce cela que nous voulons poursuivre, dans une fuite en avant inacceptable et irresponsable ?

En refusant l'asile et l'accueil, c'est la liberté dont nous jouissons nous-même qui est menacée : nous construisons les murs de notre propre prison. De cela nous ne voulons pas ! L'érection de fortifications à Calais doit cesser, et des discussions s'ouvrir sans attendre avec les autorités britanniques pour recevoir les demandes d'asile qui s'adressent à elles (comme cela a été pratiqué en 2002, à l'occasion de la fermeture du camp de Sangatte). Avec tous les Etats européens, ou avant eux, la France doit revoir la totalité de sa législation et de sa réglementation en matière d'asile et de migration (dénonciation du règlement Dublin et suppression de Frontex).

Elle doit le faire dans le strict respect de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, comme de la Convention de Genève. La France doit enfin réviser sa dangereuse et illusoire conception « nationale » de la migration, totalement inadaptée à la mondialisation des échanges humains et aux drames vécus aux portes de l'Europe. La France doit contribuer, au sein de l'ONU, à promouvoir une nouvelle gouvernance en matière de migration, respectueuse de la liberté de circulation, des droits enfin reconnus et appliqués pour tous les migrants.

Le 18 décembre prochain, Journée Internationale des Migrants, nous, migrants et organisations de la société civile engagées aux cotés des migrants, appelons à une mobilisation d'ampleur, à Calais et partout en France,
► pour dénoncer l'indignité de l'accueil des migrants et exiger, conformément aux propositions des acteurs associatifs, la mise en place d'un dispositif d'accueil réaliste dans le Calaisis ;
► pour refuser la réponse sécuritaire et la construction, en notre nom, du mur de la honte à Calais ;
► pour obtenir de nouvelles politiques migratoires au niveau national, européen et mondial, respectueuses des droits et de la dignité des migrants.

Source : www.migreurop.org/article2557.html

Premiers signataires :

ACADEHLIB (ONG Camerounaise de défense des Droits de l'Homme)
ACC Minorités Visibles
ACORT (Assemblée citoyenne des originaires de Turquie)
ADRA Dunkerque
Aide Migrants Solidarité Téteghem
APCV (Association de promotion des cultures et du voyage)
APSR (L'association d'accueil aux médecins et personnels de santé réfugiés en France)
ARCI
ASDHOM (Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc)
Association Femmes Plurielles
ATF (Association des Tunisiens en France)
ATTAC France
AWC (Association of World Citizens)
BE KHE BALLAN
Calais Migrant Solidarity
Calais, ouverture et humanité
CCFD
CEDETIM
CENTRE D'INFORMATION INTER- PEUPLES (association grenobloise de solidarité internationale)
CISEM (Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants)
CISPM- France (Coalition Internationale des Sans-papiers et Migrants)
Collectif de soutien de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) aux sans-papiers et aux migrant-es
Collectif de soutien des exilés (Paris)
Collectif Fraternité migrants du Bassin minier 62
Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie
CRID
CSP75 (Coordination 75 des Sans- Papiers)
DIEL (Droits Ici Et Là-bas - Paris 11ème)
Droits devant !!
Enda Europe
FALDI (Forum des Associations des Luttes Démocratiques de l'Immigration)
FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s)
Fédération 62 de la Ligue des droits de l'Homme

Flandre Terre Solidaire
FNARS
FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations)
Forum Social des Quartiers Populaires Rhône-Alpes
FTCR
GISTI
IDD (Immigration Développement Démocratie)
Intégration « Les 3I »
IPAM
Itinérance Cherbourg
Jesuit Refugee Service France
Kirikou (crêche pour mineurs migrants au Maroc)
L'association des Marocains en France
La Cimade
La Cimade Nord-Picardie
La Cimade sud-est
La coordination 93 de lutte pour les sans papiers
La fondation France Liberté
L'AHSETI (ASTI du Havre)
L'Auberge des migrants
LDH
LDH 49
LDH CALAIS
LDH de Boulogne-sur-mer
LDH Dunkerque
Le Bon Pasteur - Angers
Le Carrefour des Solidarités du littoral nord
Le CNCD-11.11.11
Le Réveil Voyageur
MIGREUROP
Mouvement Utopia
MRAP
MRAP comité du littoral dunkerquois
REDA d'Angers
RITIMO
Salam Nord/Pas-de-Calais
SURVIE
Terre d'Errance (Flandre Littoral)
Terre d'Errance (Norrent-Fontes)
Terre d'Errance (Steenvoorde)
Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article2211